

Folio *msé*

24. Jan. 35 P

B.46.A.4.- GD.

Berne, le 24 janvier 1935.

ad P.B. No 2.

Monsieur le Ministre,

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre rapport politique du 18 janvier nous relatant le fort intéressant entretien que vous aviez eu, la veille, avec le Secrétaire d'Etat von Bülow. Nous vous en remercions très vivement.

Nous ne saurions vous dissimuler que la lecture de ce rapport nous a un peu troublés. Le langage de M. de Bülow nous paraît avoir été, d'une façon générale et sur tous les sujets si divers abordés au cours de votre conversation, tellement réticent qu'il est difficile de se défendre de l'idée qu'il avait dans l'esprit des objectifs beaucoup plus complexes que ceux qu'il a laissé entrevoir. Ces réticences obligent à se demander s'il conviendrait de prendre au sérieux les desseins, à première vue tout à fait déraisonnables, que les adversaires les plus acharnés de l'Allemagne prêtent à la politique étrangère du IIIe Reich et dont l'article ci-joint du Journal des Débats fournit un assez bon exemple. ./.

Nous vous serions très reconnaissants de nous dire ce que vous en pensez et de nous aider ainsi à mettre au point une impression dont nous nous rendons fort bien compte qu'elle ne peut répondre à la réalité, évidem-

Monsieur Paul D i n i c h e r t ,

Ministre de Suisse,

Berlin.



ment beaucoup plus nuancée, sans parvenir à démêler ce qui est vraisemblable, possible et tout à fait exclu.

La partie de votre conversation avec M. de Bülow qui a trait aux visées pangermanistes sur la Suisse et au prix qu'aurait à nos yeux une déclaration explicite de M. Hitler les désavouant nettement est, naturellement, celle qui a retenu notre plus grande attention. Comme nous croyons pouvoir admettre que M. de Bülow connaît notre pays et a pour lui de la sympathie, il nous paraît exclu qu'il n'ait pas compris que l'indépendance et la neutralité de la Suisse sont dans l'intérêt de l'Allemagne comme de tous les autres Etats de l'Europe. Nous nous refusons donc à attribuer sa réaction assez décevante au souci de ne pas compromettre la réalisation plus ou moins prochaine d'un objectif impérialiste. Il nous paraît, en revanche, assez plausible que, dans les conjonctures actuelles, l'Office allemand des Affaires étrangères se trouverait embarrassé pour faire admettre aux dirigeants du parti national-socialiste et à M. Hitler lui-même l'opportunité d'exclure formellement la Suisse allemande des territoires revendiqués par les pangermanistes extrémistes et désirerait éviter d'ouvrir une controverse interne sur ce sujet. Cette explication ferait comprendre jusqu'à un certain point la vivacité inattendue dont votre interlocuteur a fait preuve. Elle concorde, d'ailleurs, avec notre sentiment que, sur ce point si important, il convient d'être circonspect et de ne pas risquer, en insistant au mauvais



moment, un échec qui irait à fin contraire du but poursuivi.

Bien que la réponse de M. de Bülow nous engage à redoubler de prudence à cet égard, nous ne pouvons nous cacher pourtant que les visées sur la Suisse que caressent ouvertement, en Allemagne, des milieux pangermanistes que nous voulons croire sans réelle influence pèsent beaucoup plus lourdement qu'on ne paraît s'en rendre compte à Berlin sur les relations germano-suisse. C'est certainement à la manifestation réitérée de telles tendances que l'on doit attribuer pour une large part la méfiance à l'égard du IIIe Reich qui va sans cesse croissant dans l'opinion et dans la presse suisses et il nous semble clair qu'il serait vain d'espérer une détente tant que le Führer du nationalsocialisme n'aura pas coupé court à des tendances qui constituent une menace directe pour notre indépendance.

Nous n'oublions pas que MM. Goebbels et von Neurath ont fait au soussigné, le 26 septembre 1933, des déclarations rassurantes, auxquelles nous avons donné la publicité nécessaire. Mais, d'une part, ces déclarations n'ont pas mis fin, en Allemagne, à l'état d'esprit qui est pour beaucoup de Suisses une source constante d'inquiétude et, d'autre part, les événements ont si clairement montré que M. Hitler ne se gênait pas de désavouer ses porte-parole les plus autorisés que la valeur des apaisements qui nous ont



été donnés s'en trouve singulièrement amoindrie.

Sans vouloir nous fixer un délai pour la réalisation de cet objectif et sans nous départir de la circonspection indispensable, nous devons donc continuer à nous assigner pour but d'amener à la prochaine occasion favorable le chef du Gouvernement allemand à prendre position contre les pangermanistes et à déclarer nettement que le national-socialisme respectera l'indépendance et la neutralité de la Suisse. Nous vous serons reconnaissants de continuer à travailler dans ce sens et nous chercherons de notre côté à secourir vos efforts par le canal de la Légation d'Allemagne à Berne.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL

2A. 1235 P  
Annexe:

une coupure du  
Journal des Débats.

*9.8. Dans ma prochaine lettre  
nous vous ferons part de nos impressions sur  
une conversation amicale que le sous-secrétaire  
à me, aujourd'hui même, avec M. de  
Weizsäcker.*

(o.g.) M.